



Eric Piolle, Maire de Grenoble, plaide pour la reconnaissance de l'Etat Palestinien

Ce jour, mardi 17 juin, des partis de gauche, des associations et des élu-es locaux ont organisé une conférence de presse pour plaider pour la création d'un État palestinien. Marine Tondelier, Olivier Faure, Fabien Roussel, la Ligue pour la protection des droits de l'homme, SOS Racisme, le syndicat des avocats de France étaient présents, ainsi qu'Eric Piolle, Maire de Grenoble.

Eric Piolle, Maire de Grenoble, déclare : « *Nous portons un regard depuis les communes. D'abord parce que nos habitantes et nos habitants nous parlent, chaque jour, de Gaza, de la Palestine. Et parce que nous observons, effarés, la destruction systématique des infrastructures publiques : réseaux d'assainissement, réseaux d'eau. Nous parlons d'écocide. Mais aussi la destruction des cadastres, des états civils... Tout cela révèle une volonté d'anéantissement.*

A Grenoble, nous agissons concrètement : nous organisons des conférences et de nombreux échanges avec Standing Together, les Guerrières de la Paix, B'Tselem, et bien d'autres partenaires. Mais depuis le mois d'avril, nous sommes interdits d'entrée sur les territoires israélien et palestinien.

Lors de notre dernier déplacement, en avril, nous voulions réunir à Ramallah les collectivités françaises engagées dans des coopérations avec des villes palestiniennes. J'avais pu m'y rendre il y a deux ans. Cette année, les deux adjoints de la Ville de Grenoble qui devaient faire le déplacement ont été refoulés. Ils n'ont même pas pu accéder à Bethléem, notre ville jumelle ([voir le communiqué de presse du lundi 28 avril](#)).

Cette situation met en péril les projets concrets que nous portons ensemble : l'accès à l'eau, l'éducation, la santé, la valorisation de l'histoire et du patrimoine. Tout cela est balayé.

Il faut sortir de cette logique française selon laquelle la reconnaissance de l'État de Palestine serait une monnaie d'échange ou une étincelle miraculeuse qui déclencherait la paix. Il est temps de dépasser cette posture et de reconnaître l'État de Palestine, comme l'ont déjà fait près de 150 pays.

Nous devons rompre avec cette dynamique où le gouvernement israélien semble mener la diplomatie française par le bout du nez.

Enfin, je veux dénoncer le double discours, notamment sur les livraisons d'armes, mis en lumière par l'enquête de Disclose et par le courage des dockers à Fos-sur-Mer. Et nous avons aussi appris ce qu'il s'est passé au Bourget, avec la présence d'entreprises israéliennes au salon, finalement annulée dans la nuit.

Ce double discours est insupportable. Il faut cesser ces négociations de couloir et poser un acte fort. C'est le seul chemin vers une solution à deux États. »

Voir la conférence de presse : <https://www.youtube.com/live/U9V6kEjJmG0?t=2655s>